

PRÉFET DE LA RÉGION D'ÎLE-DE-FRANCE

**DRIEE Île-de-France**

Délégation de Bassin Seine Normandie

[gemapi.seno.drie-e-if@developpement-durable.gouv.fr](mailto:gemapi.seno.drie-e-if@developpement-durable.gouv.fr)

DBSN16-084 VN\_courrier PRIF cadrage SOCLE.odt

17 juin 2016

**Note de cadrage technique pour l'élaboration de la stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau (SOCLE) du bassin Seine-Normandie**

**1. Rappel général : Objectifs de la stratégie**

L'élaboration de la SOCLE repose sur certains principes<sup>1</sup> :

- « L'état des lieux réalisé pour la première SOCLE n'a pas vocation à être exhaustif, mais doit permettre d'organiser les débats sur les propositions d'évolution des modalités de coopération entre collectivités sur les territoires à enjeux. »
- « La première élaboration de la SOCLE pourra préciser les modalités à mettre en place à l'échelle du bassin pour disposer, à cette échéance, de données plus précises que celles disponibles aujourd'hui. »

Compte-tenu du calendrier fixé par les textes et fixant un arrêt de la SOCLE au 31 décembre 2017, la réalisation de l'état des lieux se fera dans un contexte non stabilisé. Aussi, son objectif vise à établir une première photographie de l'état de la connaissance de la structuration à l'échelle du bassin Seine-Normandie, assortie d'informations sur les dynamiques en cours, pour permettre d'évaluer l'effort global de structuration à conduire au niveau du bassin. Si la structuration est d'ores et déjà bien engagée sur certains territoires, ce n'est pas le cas partout, ce qui constituera un élément du diagnostic.

Par ailleurs, la SOCLE ne vise pas à remettre en cause ce qui est acté dans les SDCI, mais à accompagner leur mise en œuvre et leur révision à venir (horizon 2021) en fournissant des orientations et recommandations de structuration.

Les analyses et recommandations seront réalisées pour chacune des compétences locales retenues pour la SOCLE. Par ailleurs, elles pourront être adaptées compte-tenu des spécificités territoriales, notamment les zones littorales ou encore les zones denses (métropoles).

Au-delà de principes génériques et communs, la stratégie pourrait éventuellement être plus précise sur certains territoires suffisamment avancés.

**2. Délimitation du champ de la SOCLE – Compétences locales de l'eau à faire figurer dans la SOCLE**

Le projet d'instruction liste les compétences locales de l'eau, mais n'indique pas le champ que doit couvrir la SOCLE. Pour ce premier exercice, il apparaît nécessaire de poser un état des lieux-diagnostic sur les compétences :

- **eau potable** (telle que définie au L2224-7 du CGCT),
- **assainissement collectif et non collectif** (tel que défini au L2224-8 du CGCT),
- **gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations** (telle que définie au L.211-7 I bis du code de l'environnement).

Compte-tenu des interactions avec les sujets GEMAPI et assainissement, le travail portera également sur les problématiques « **eaux pluviales** », « **ruissellement** » (alinéa 4 de l'article L211-7 du code de l'environnement) et « **exploitation, entretien et aménagement**

<sup>1</sup> Projet d'instruction ministériel – en cours de validation

**d'ouvrages hydrauliques existants** » (item 10° du L.211-7 du code de l'environnement), qui présentent localement des liens forts avec le volet « prévention des inondations ».

Rappel - Définition :

Selon la DEB, qui s'appuie sur la jurisprudence, la compétence « *eaux pluviales urbaines* » fait partie de la compétence assainissement. Dans les faits, les textes législatifs sont moins explicites. Une mission sur la clarification de la compétence de gestion des eaux pluviales, son organisation et son financement est en cours par le CGEDD et n'a pas encore rendu ses conclusions.

La compétence « *ruissellement* » (qu'on pourrait aussi appeler « *eaux pluviales rurales* ») est explicitement définie par l'alinéa 4 de l'article L211-7 du code de l'environnement « 4° La maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols ». Elle ne fait donc partie ni de la GEMAPI, ni de la compétence assainissement, c'est une compétence non exclusive qui peut être assurée par la collectivité qui le souhaite (département, EPCI-FP, commune).

La gestion des ouvrages de protection contre les inondations est une compétence exclusive du bloc communal. Ainsi, l'item 10° du L.211-7 du code de l'environnement « *exploitation, entretien et aménagement d'ouvrages hydrauliques existants* » vise les autres ouvrages de gestion de la ligne d'eau en particulier en vue d'un usage de l'eau, ou de sa force motrice. On peut citer à titre d'exemple : Barrage destiné à l'eau potable, canaux de navigation (qui sont gérés par VNF sur le DPF navigable), aménagement hydraulique pour les activités de loisir (baignade, navigation de loisir, randonnées nautiques etc.). Toutefois, et même si ce n'est pas leur objectif premier, de tels ouvrages peuvent avoir un lien avec la prévention des inondations.

### **3. Information à collecter, niveau de précision et objectifs de restitution à l'échelle du bassin Seine-Normandie**

#### **Intervention des EPCI – Information géographique et données associées**

Au niveau du bassin, le niveau de précision requis n'est pas aussi fin que celui nécessaire au niveau local pour poser des diagnostics précis et mettre en place les évolutions statutaires et organisationnelles ad'hoc. Ainsi, si la définition précise du « qui fait quoi » au niveau local requiert une information à la commune, ce niveau peut être trop fin pour des restitutions et analyses de niveau bassin (notamment du fait d'un problème de représentation si communes à cheval sur plusieurs syndicats, bassins etc).

Par ailleurs, et comme déjà indiqué, cette remontée d'information doit se faire sur la base des données et connaissances à disposition. Le niveau de collecte des informations sera le niveau départemental suivant un format permettant l'élaboration d'une agrégation et d'analyse au niveau bassin. Compte-tenu de l'hétérogénéité des niveaux de connaissance à disposition, deux niveaux de collecte des données sont envisagées.

- **un niveau minimum « obligatoire » pour tous les départements comportant une liste de cartes et des données associées (voir tableau fourni en dernière page).** Chaque carte sera commentée pour expliquer les principaux enjeux de structuration du territoire, les démarches en cours, les orientations prises par les SDCI arrêtés au 31/03/2016 et leur niveau de précision en termes de regroupement ou de suppression de structures sur les champs de compétences mentionnés ci-dessus.
- **un niveau secondaire, à l'appréciation des DDT-M en fonction des données déjà disponibles,** qui permettra d'appuyer le diagnostic bassin sur des exemples précis. Ces données dites de « 2<sup>nd</sup> niveau » porteront par exemple sur :
  - la distinction des structures en fonction des missions : production, protection du point de prélèvement, traitement, transport, stockage et distribution pour l'eau potable,
  - la distinction des structures en fonction des missions : collecte, transport, épuration, élimination des boues pour l'assainissement collectif,
  - les informations sur les structures assurant des missions relatives au ruissellement, de gestion des eaux pluviales, ou en charge de l'exploitation,

entretien et aménagement d'ouvrages hydrauliques existants (voir tableau fourni en annexe, éléments mentionnés comme « si pertinent »)

Ce 2<sup>nd</sup> niveau d'information n'a pas vocation à être agrégé à l'échelle du bassin, car trop hétérogène, mais pourra illustrer les propos, et permettra d'asseoir certaines recommandations (viser une structure unique pour l'ensemble des sous-item quand leur exercice est très dispersé, accompagner la prise de compétence GEMAPI par l'intégration des problématiques de ruissellement sur certains territoires...).

Ceci permet d'envisager deux niveaux de rendu : la production de cartes et d'analyses à l'échelle du bassin Seine-Normandie, et des zooms locaux, à vocation d'illustration des problématiques.

### Intervention d'acteurs autres que les EPCI-FP

Pour compléter le panorama de l'organisation actuelle des compétences locales de l'eau, il est demandé d'apporter des informations spécifiques sur l'implication de certains d'acteurs. Au-delà de la seule existence des acteurs, vous indiquerez leur niveau d'activité et leurs perspectives d'évolution, notamment si leur désengagement est de nature à fortement remettre en cause les organisations en place (*exemple* : retrait d'un conseil départemental investi sur l'ANC).

**Les services départementaux et le service police de l'eau de la DRIEE apporteront une information sur :**

- l'implication des départements sur les compétences de l'eau (par exemple : existence d'une cellule d'assistance technique dédiée, ...) ;
- l'existence d'ASA et leur implication sur GEMAPI (en distinguant rivière et gestion d'ouvrages hydrauliques, notamment sur le littoral) ;
- tout élément sur des acteurs spécifiques et impliqués localement sur les compétences locales de l'eau (associations agréées de pêche ou fédération départementale de pêche en tant que maîtres d'ouvrages d'action de gestion et restauration des milieux aquatiques, etc ...)

**Les services régionaux apporteront une information sur :**

- l'implication des régions sur les compétences de l'eau ;
- tout élément sur des acteurs spécifiques et impliqués localement sur les compétences locales de l'eau (groupements interdépartementaux, etc ...)

Une animation régionale pourra être mise en place pour un partage des informations. Vous veillerez également à associer les délégations territoriales de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie.

**Le service de Police de l'eau de la DRIEE, en charge de la police d'axe, et la DREAL Normandie** apporteront des éléments sur les actions de VNF et des Grands ports.

L'état des lieux devra également présenter les EPTB existants et leur rôle actuel en termes de GEMAPI (DRIEE, délégation de bassin Seine-Normandie pour les deux EPTB les plus grands du bassin) afin de mettre également en visibilité le rôle de ces acteurs, et leur évolution pressentie.

A noter que l'Agence de l'Eau conduira, en collaboration avec la délégation de bassin Seine-Normandie, différents chantiers qui contribueront également à la réalisation de ce diagnostic : réalisation d'une cartographie de la maîtrise d'ouvrage dédiée « gestion des milieux aquatiques » à l'échelle du bassin, sur la base des données fournies par les directions territoriales de l'AESN, analyse et bilan des études de gouvernance financées par l'AESN pour disposer de zooms sur certains territoires et leur état de structuration sur la GEMAPI (ou au moins milieux aquatiques).

### 4. Mobilisation des acteurs et concertation locale

Au niveau départemental, le travail devra être conduit par les DDT-M, qui devront pouvoir bénéficier de l'appui des services des préfectures en charges des collectivités locales, qui peuvent avoir des bases de données déjà mobilisables. Quand ils existent, les CATER, SATESE, SATANC, SATEP pourront être sollicités.

**Dans la mesure du possible**, vous veillerez à partager les éléments d'état des lieux avec les collectivités, et à les tenir informées des travaux relatifs à la SOCLE, afin d'aider à en faire comprendre les objectifs.

En effet, l'exemple des travaux menés dans certains départements a montré qu'une phase d'échange entre services de l'État et collectivités était riche pour affiner et partager le diagnostic localement. Ce travail doit être conduit en bonne articulation avec les démarches engagées. Attendre ou exiger que de telles réunions aient lieu partout avant de faire remonter l'information risque de ralentir le calendrier global d'élaboration de la SOCLE. Aussi, si l'association des collectivités à la démarche est encouragée, elle ne revêt pas de caractère obligatoire.

Enfin, il est rappelé que l'élaboration d'une stratégie à l'échelle du bassin n'exclut pas la réalisation d'un travail de diagnostic et de recommandations plus fin au niveau local. Là encore, et quand ils existent, de tels éléments pourront illustrer la SOCLE de bassin, qui pourrait éventuellement aller jusqu'à présenter des zooms territoriaux, notamment sur certains territoires à enjeux.

## **5. Définition des territoires à enjeux et des équipements structurants**

### **Territoires à enjeux**

Vous signalerez dans votre analyse les territoires comme vous apparaissant « à enjeux ». Ces territoires seront ceux qui, compte-tenu des éléments d'état des lieux et de diagnostic, présentent des enjeux pour la gouvernance en termes de consolidation de l'existant, de nécessité d'évolution ou de risque fort de déstabilisation (*exemples* : territoires orphelins de maîtrise d'ouvrage, absence de dynamique de structuration, risque de mise en place de structures à une échelle non pertinente pour la GEMAPI, risque de retrait d'un acteur majeur, risque de non-optimisation du parc technique existant pour l'eau potable et l'assainissement : investissements réalisés pour les interconnexions et les STEP, stations...)

Ces territoires seront définis précisément à l'issue de la phase d'état des lieux/diagnostic, par croisement avec les territoires à enjeux identifiés dans les documents de planification du bassin, et notamment le SDAGE.

### **Équipements structurants**

Une définition unique ou des seuils (de prélèvement, de rejet, de population) ne semblent pas pertinents au niveau du bassin, et l'approche mérite d'être territorialisée pour apporter une information éclairante. En effet, l'établissement de seuils (de population par exemple) risque de conduire à exclure certains équipements qui bénéficient à des populations peu importantes, mais qui sont pourtant essentiels à l'exercice local d'une compétence.

Le recueil de cette information ne visera pas la production d'une liste exhaustive des équipements structurants du bassin Seine-Normandie. Les éléments que vous transmettez serviront de clé de lecture et d'analyse pour l'établissement du diagnostic et des recommandations.

Sont plus particulièrement attendus des cartes et listes commentées non exhaustives **des principaux ouvrages et/ou équipements structurants pour la gouvernance, notamment ceux présentant un caractère interdépartemental et/ou inter-bassin (yc compris entre bassin Seine-Normandie et bassin limitrophe) sur les sujets** :

- l'alimentation en eau potable (ressource stratégique, unités de traitement, interconnexion clés, dispositifs de secours ...)
- assainissement collectif (unités de traitement, interconnexion clés ...)
- GEMAPI (hors digues).

Les modalités de représentation à l'échelle du bassin seront définies ultérieurement.

## 6. Calendrier

Le Préfet coordonnateur de bassin Seine-Normandie souhaite disposer des premiers éléments d'état des lieux pour la prochaine Commission administrative de bassin (novembre 2016). Le comité de bassin Seine-Normandie souhaite disposer d'éléments pour le comité de bassin de décembre.

Afin de permettre une première agrégation au niveau du bassin, la remontée des données doit se faire **d'ici mi-septembre. L'association des collectivités locales pourra bien évidemment être conduite ou se poursuivre au-delà de ce délai.**

Il est important de souligner que la phase de remontée d'information vise à établir une première photographie de l'état de la connaissance de la structuration à l'échelle du bassin Seine-Normandie, assortie d'informations sur les dynamiques en cours.

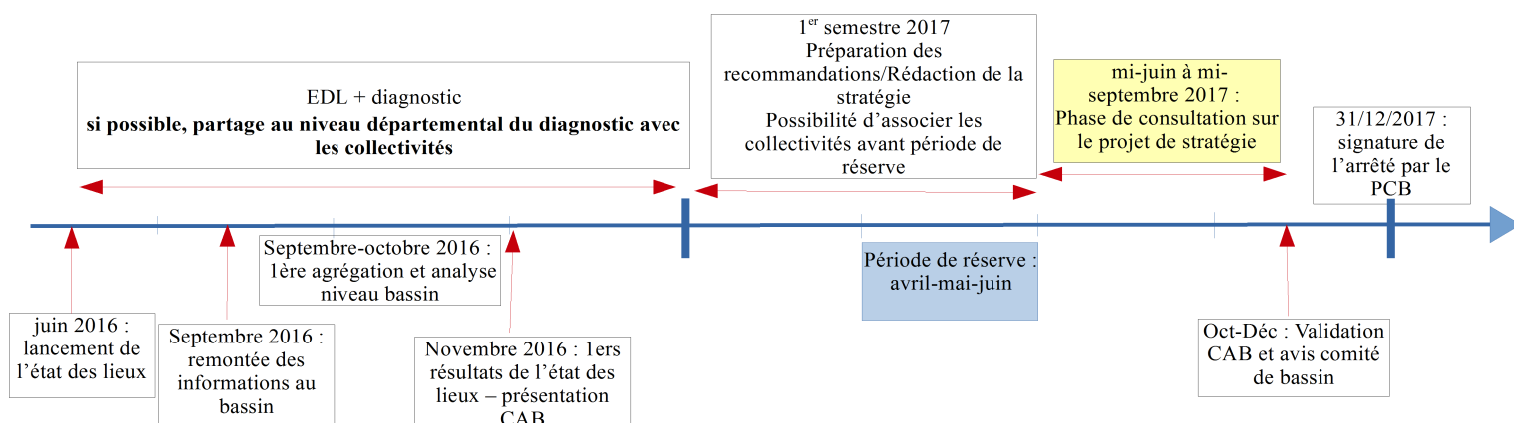
Cette photographie nécessitera d'être affinée au cours d'un échange dédié entre la délégation de bassin, les DREAL et les DDT-M et les services de l'AESN en fin d'année 2016 pour :

- présenter une première version de l'état des lieux (première analyse sommaire à l'échelle du bassin) sur la base des informations collectées ;
- apporter des compléments suite aux travaux conduits localement pour stabiliser les diagnostics sur la période septembre-décembre. Ces éléments plus fins pourront venir enrichir et consolider l'analyse « bassin ».

### Proposition de calendrier

- Envoi de la note de cadrage : juin 2016
- Retour des éléments : mi-septembre 2016 auprès de  
DRIEE - délégation de bassin Seine-Normandie – 10 rue Crillon – 75194 Paris cedex 04 - [gemapi.seno.driee-if@developpement-durable.gouv.fr](mailto:gemapi.seno.driee-if@developpement-durable.gouv.fr)
- 1ère analyse niveau bassin : septembre-octobre 2016
- Sur cette base : partage et consolidation de l'état des lieux + diagnostic à faire par une réunion avec DREAL et DDT-M dédiée (automne 2016)
- présentation des premières analyses auprès des instances :
  - mission appui technique GEMAPI courant octobre 2016,
  - CAB courant novembre 2016
  - comité de bassin décembre 2016
- Finalisation diagnostic (fin 2016-début 2017) et propositions de recommandations et principes de la stratégie : courant 1<sup>er</sup> semestre 2017 (durée fonction de la période de consultation retenue)
- Période de consultation : 2 mois minimum
- Calendrier de passage pour instances de bassin : à définir avec l'AESN

*Sous réserve  
d'éléments de calage  
inter-bassins,  
notamment pour  
consultation des  
collectivités*



## Éléments attendus de la collecte de niveau départemental sur la base des éléments connus

N°	Intitulé	Informations sollicitées	Données associées						
		A fournir au format Q-GIS Référentiel RGF 93/Lambert93	n° département	Nom du Groupement	Type de groupement	population	Nom cours d'eau	UH	linéaire
1 et 1 bis	<b>Carte des EPCI-FP au 1<sup>er</sup> janvier 2016</b> <b>Carte des EPCI-FP 1<sup>er</sup> janvier 2017 prévues Dans le cadre de la mise en œuvre du SDCI</b>	Périmètre [format SIG – Q-GIS – Référentiel RGF 93/Lambert93] + Données associées  <i>Si possible :</i> Pour chaque groupement : Communes du groupement (nom et code INSEE)	chiffre	texte	C pour commune CdC pour « communauté de communes » CA pour « communauté d'agglomération » CU pour communauté urbaine M pour métropole	chiffre	sans objet	sans objet	sans objet
2	<b>Carte des structures en charge de l'eau potable au 1<sup>er</sup> janvier 2016 + note accompagnement</b> La compétence « alimentation en eau potable » recouvre la production, la protection du point de prélèvement, le traitement, le transport, le stockage et la distribution (L2224-7 du CGCT). Si la compétence est partagée entre différents acteurs, la remontée d'information sera ciblée sur la <b>distribution</b> . Sinon, il sera précisé que l'information est remontée « toutes missions confondues »	Périmètre [format SIG – Q-GIS – Référentiel RGF 93/Lambert93] + Données associées							
3	<b>Carte des structures en charge de l'assainissement au 1<sup>er</sup> janvier 2016 + note accompagnement</b> La compétence « assainissement » recouvre la collecte, le transport, l'épuration, l'élimination des boues et l'assainissement non collectif (L2224-8 du CGCT). Si la compétence est partagée entre différents acteurs, la remontée d'information sera Ciblée sur la <b>collecte</b> . Sinon, il sera précisé que l'information est remontée « toutes missions confondues »	Périmètre [format SIG – Q-GIS – Référentiel RGF 93/Lambert93] + Données associées							
4	<b>Carte des structures en charge de l'ANC (en ciblant sur le contrôle) au 1<sup>er</sup> janvier 2016</b>	Périmètre [format SIG – Q-GIS – Référentiel RGF 93/Lambert93] + Données associées			C pour commune CdC pour « communauté de communes » CA pour « communauté d'agglomération » CU pour communauté urbaine M pour métropole		texte	nom UH	chiffre
5	<b>Carte des structures en charge d'une partie de GEMAPI au 1<sup>er</sup> janvier 2016 + note accompagnement</b> Une distinction sera faite entre les structures assurant une maîtrise des missions relevant de la gestion des milieux aquatiques (type « syndicat de rivières), la gestion de bassin versant et des missions de « prévention des inondations ». Sur le littoral, une distinction sera faite entre des missions relatives aux inondations par débordement versus inondation par submersion (quitte à signaler qu'il n'y a pas de structure dédiée).	Périmètre [format SIG – Q-GIS – Référentiel RGF 93/Lambert93] + Données associées			SMU SIVOM SMF pour « syndicat mixte fermé » SMO pour « syndicat mixte ouvert » ...				
6	<b>Carte des structures ayant pris la compétence GEMAPI par anticipation au 1<sup>er</sup> juillet 2016</b>	Périmètre [format SIG – Q-GIS – Référentiel RGF 93/Lambert93] + Données associées							
	<u><b>Si pertinent au regard des enjeux du territoire</b></u> <b>Carte des structures en charge de missions sur les eaux pluviales au 1<sup>er</sup> janvier 2016</b> <b>Carte des structures en charge de missions sur le ruissellement au 1<sup>er</sup> janvier 2016</b> <b>Carte des structures en charge d'ouvrages au sens de l'item 10° du L.211-7 au 1<sup>er</sup> janvier 2016</b>	Périmètre [format SIG – Q-GIS – Référentiel RGF 93/Lambert93] + Données associées			texte		nom UH	chiffre	
7	Liste des principaux équipements structurants (cf page 8/10)	Si possible : localisation [format SIG – Q-GIS – Référentiel RGF 93/Lambert93]							